

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

NOTE D'ANALYSE

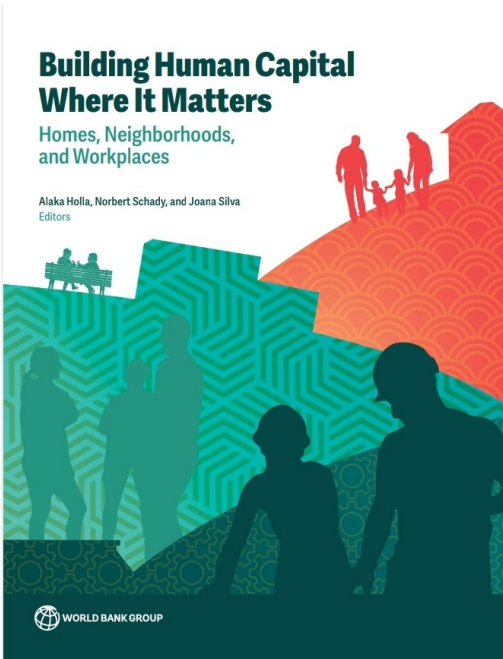
Capital humain en Côte d'Ivoire : positionnement international et implications pour le Ministère de la Jeunesse

Source analysée : Banque Mondiale — Building Human Capital Where It Matters: Homes, Neighborhoods, and Workplaces (mars 2026, 164 p.)

Référence	NA-CIV-BM-2026-001
Date	Mai 2026
Classification	Usage interne — diffusion restreinte
Commanditaire	Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes — Côte d'Ivoire
Objet	Analyse du positionnement de la CIV dans le rapport phare BM 2026 sur le capital humain
Type de veille	Veille institutionnelle internationale — publications Banque Mondiale

PÉRIMÈTRE DE LA VEILLE

La présente note s'inscrit dans le cadre d'une veille stratégique internationale conduite en continu par Veristore pour le compte du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes de Côte d'Ivoire. Cette veille a pour objet d'identifier, d'analyser et de contextualiser toute publication, rapport, classement ou prise de position émanant d'organisations internationales — institutions financières, agences onusiennes, centres de recherche, think tanks — susceptible d'affecter le positionnement, le mandat, les politiques ou la réputation internationale du Ministère. Le présent rapport de la Banque Mondiale constitue un signal de veille de premier ordre : il cite nommément la Côte d'Ivoire comme modèle régional et valide, sur données probantes, des dispositifs relevant directement du périmètre opérationnel du Ministère.



Couverture — Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

I. CONTEXTE ET PORTÉE DU RAPPORT

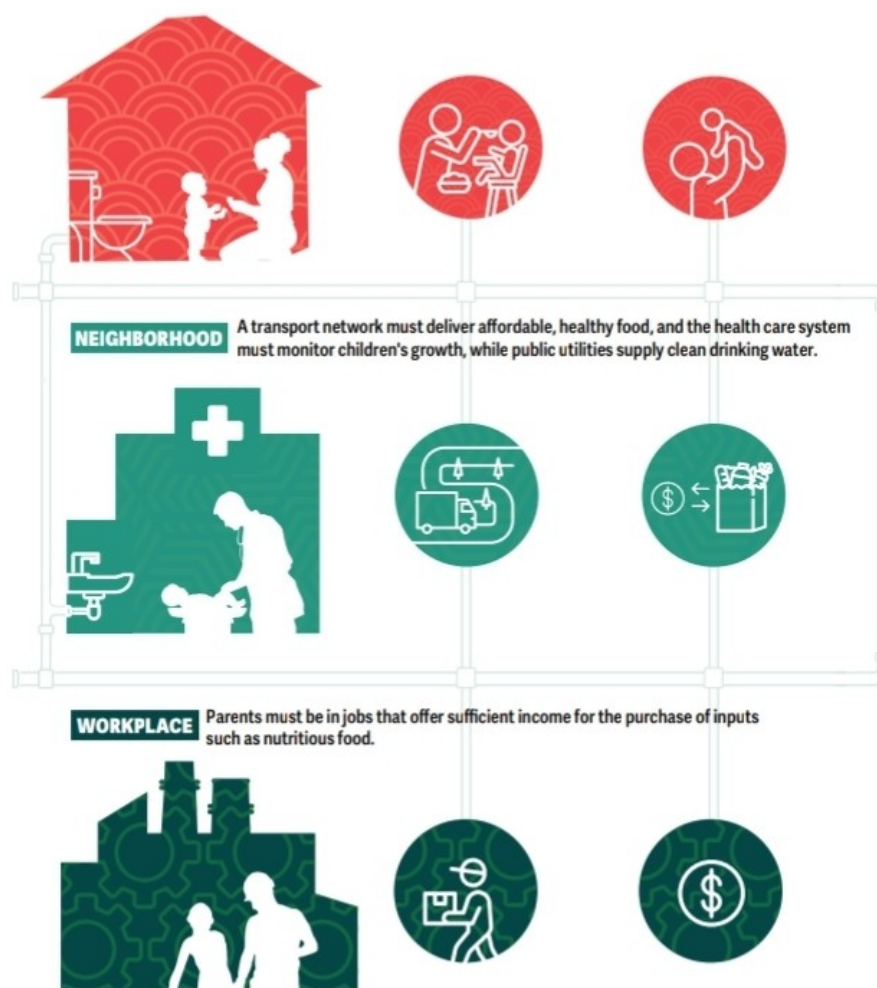


Figure 5.1 — Articulation Foyer / Quartier / Lieu de travail dans la construction du capital humain Source : Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

Le rapport Building Human Capital Where It Matters est le rapport phare 2026 de la Vice-Présidence « People » de la Banque Mondiale, co-signé par les économistes en chef Norbert Schady et Joana Silva. Il recentre les politiques de développement du capital humain sur trois cadres de vie : le foyer, le quartier et le lieu de travail — cadres illustrés ci-dessus. Ce document est désormais la référence internationale de premier rang sur laquelle toute organisation partenaire du Ministère de la Jeunesse ivoirien est susceptible de s'appuyer pour évaluer, financer ou conditionner ses interventions en Côte d'Ivoire.

Le rapport pose un constat de stagnation ou de régression des indicateurs de capital humain dans la majorité des pays à revenu faible et intermédiaire. En Afrique subsaharienne, les scores HLO (Harmonized Learning Outcomes) ont reculé sur la période 2010–2025. Ce contexte régional défavorable rend d'autant plus saillante la reconnaissance accordée à la Côte d'Ivoire dans ce même document.

Signal de veille — Ministère de la Jeunesse : tout partenaire bilatéral ou multilatéral (AFD, BID, UNICEF, OIT, Banque Mondiale) engagé avec le Ministère en matière d'emploi des jeunes est susceptible de mobiliser ce rapport comme cadre de référence pour évaluer, réviser ou conditionner ses appuis programmatiques. Il est stratégiquement important que le Ministère maîtrise son contenu.

II. LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE RAPPORT : PRÉSENCE ET RECONNAISSANCE INSTITUTIONNELLE

2.1 — Pays de consultation prioritaire

Des consultations en personne ont été tenues dans sept pays seulement : Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, El Salvador, Pologne, Tadjikistan et Turquie. Sur les 164 pays membres de la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire est le seul pays d'Afrique de l'Ouest francophone sélectionné pour une consultation physique. Ces consultations ont réuni des représentants du gouvernement, de la société civile et du secteur privé, coordonnées côté Banque Mondiale par Facundo Cuevas, économiste du bureau régional Afrique de l'Ouest.

Signification stratégique : Ce statut place la Côte d'Ivoire au rang de partenaire actif dans l'élaboration des orientations mondiales de la politique de capital humain, précisément au moment où plusieurs voisins

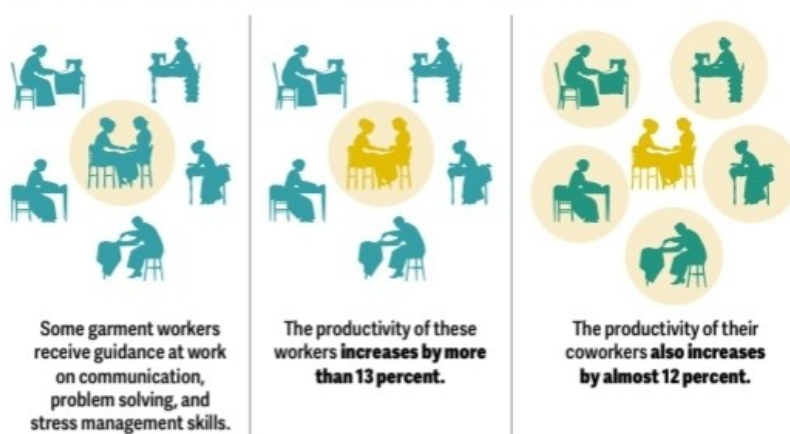
régionaux se marginalisent vis-à-vis des institutions de Bretton Woods. Le Ministère de la Jeunesse, en tant que partie prenante de ces consultations, bénéficie indirectement de cette reconnaissance.

2.2 — Positionnement dans les indicateurs HLO

La Côte d'Ivoire figure dans la Figure ES.2, classée « Low and lower middle income », avec des scores HLO dans la tranche 250–300. Ce positionnement reflète des défis structurels partagés avec l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Il constitue pour le Ministère de la Jeunesse un argument fondateur pour plaider une intensification des investissements dans la formation et l'employabilité des jeunes — domaine qui est précisément au cœur de son mandat institutionnel.

2.3 — La Côte d'Ivoire, modèle africain d'apprentissage professionnel

FIGURE 4.7 Soft skills training on the job raises productivity among trained workers and has knowledge spillovers to untrained coworkers



Source: Adapted from Arihuanus et al. 2022

Figure 4.7 — La formation aux compétences comportementales sur le lieu de travail augmente la productivité et génère des effets de diffusion vers les collègues non formés Source : Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

C'est sur le volet emploi et formation professionnelle que la Côte d'Ivoire se distingue. Comme l'illustre la figure ci-dessus sur les effets de la formation en cours d'emploi, le rapport identifie la CIV comme l'une des références africaines dans la mise à l'échelle des programmes d'apprentissage — un résultat directement imputable aux politiques menées par le **Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes** en partenariat avec le Ministère de la Formation Professionnelle :

- L'examen des programmes d'apprentissage à grande échelle en Colombie, en Côte d'Ivoire et au Nigéria démontre une augmentation conjointe des compétences et des revenus des bénéficiaires — la CIV figure ici aux côtés de pays à revenu intermédiaire supérieur.
- Des interventions à grande échelle ont produit des résultats probants en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigéria et en Ouganda : gains mesurés en revenus et en qualifications chez les jeunes.
- Ces programmes ont rompu avec les modèles informels non rémunérés pour des apprentissages formels de 12 à 24 mois avec subventions, placement en entreprise et certification — modèle correspondant exactement aux dispositifs déployés par le **Ministère de la Jeunesse** via l'AGEFOP et le FDFP.

La Banque Mondiale classe ces interventions dans la catégorie la plus haute de son référentiel d'évaluation : impact sur le capital humain élevé / force de preuve élevée.

Signal de veille — Ministère de la Jeunesse : la Banque Mondiale dispose désormais d'un corpus documenté de preuves sur l'efficacité des programmes d'apprentissage ivoiriens. Ce corpus peut être mobilisé par le Ministère dans toute négociation de financement, toute revue de programme ou toute démarche de plaidoyer international.

III. RECOMMANDATIONS DE LA BANQUE MONDIALE PERTINENTES POUR LE MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Le rapport n'adresse pas de recommandations par pays. Il formule des orientations pour les pays de profil comparable, déclinées sur les trois axes du capital humain. Nous les restituons ici sous l'angle de leur pertinence directe pour le Ministère de la Jeunesse.

Dans le foyer — implications pour les politiques jeunesse

FIGURE 2.1 Human capital investment at home across the life cycle

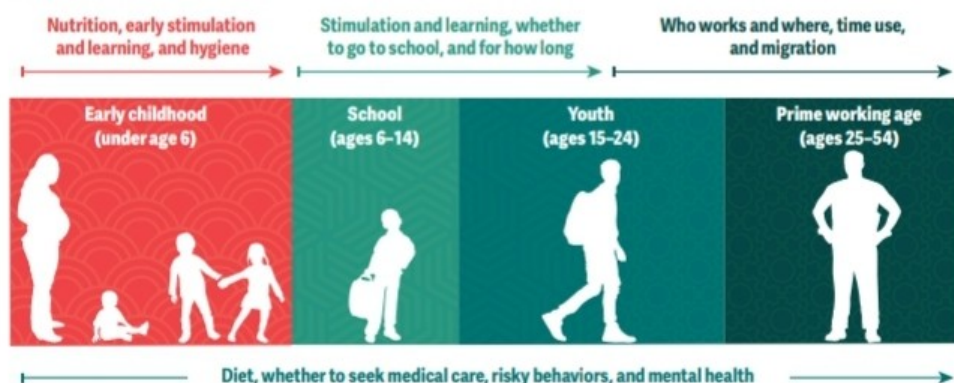


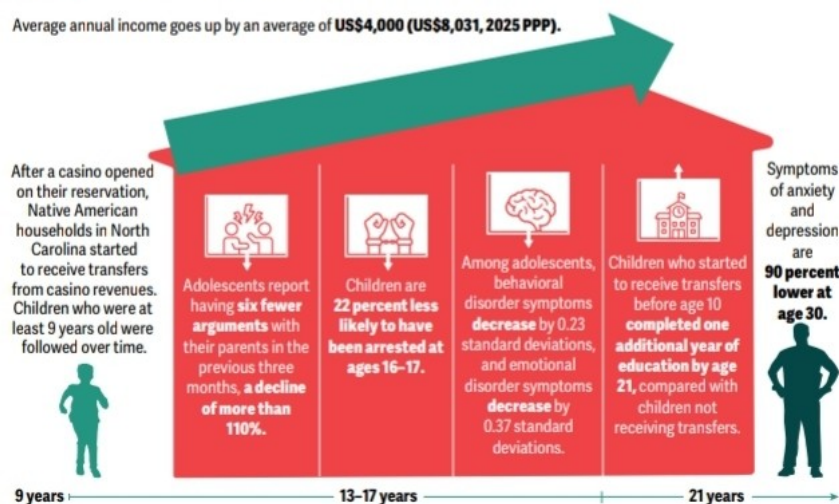
Figure 2.1 — Investissement en capital humain dans le foyer tout au long du cycle de vie Source : Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

La figure ci-dessus rappelle que le capital humain se construit dès la petite enfance et continue jusqu'à l'âge actif. Le **Ministère de la Jeunesse** est l'acteur institutionnel qui prend le relais pour les tranches 15–24 ans (Youth) et 25–54 ans (Prime working age). Les recommandations pertinentes à ce niveau :

- Investir dans l'environnement de soins précoces : une carence en capital humain chez les 0–6 ans se traduit mécaniquement en déficit de compétences chez les jeunes de 15–24 ans que le Ministère doit ensuite absorber.
- Élever le niveau d'éducation des mères : les enfants de mères peu scolarisées présentent la moitié du vocabulaire des autres à 5 ans — un déficit jamais comblé en scolarité ordinaire.
- Déployer des programmes de parentalité coordonnés : modèle intégré inter-ministériel, avec le Ministère de la Jeunesse comme coordinateur de la tranche 15–24 ans.

FIGURE 2.5 Resources build human capital across the life cycle

Average annual income goes up by an average of **US\$4,000 (US\$8,031, 2025 PPP)**.



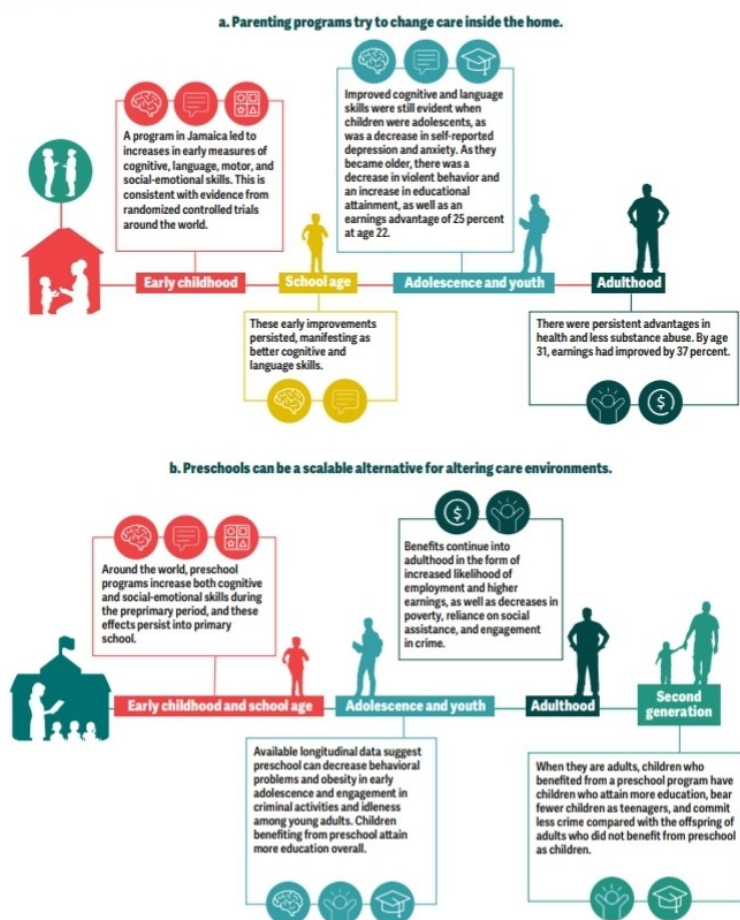
Source: Original figure for this publication, based on Akee et al. 2010, Akee et al. 2018, and Akee et al. 2024.

Note: PPP = purchasing power parity.

Figure 2.5 — Les ressources construisent le capital humain tout au long du cycle de vie Source : Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

La figure ci-dessus documente l'impact cumulatif des transferts de ressources sur les trajectoires individuelles (réduction des conflits familiaux, scolarité prolongée, baisse de l'anxiété à l'âge adulte). Pour le **Ministère de la Jeunesse**, ce cadre justifie le renforcement des allocations jeunesse et des mécanismes de bourses d'apprentissage comme levier de capital humain de long terme, au-delà de leur seule dimension sociale.

FIGURE 2.8 Lifelong effects of preschool and parenting programs



Source: Original figure for this publication.

Figure 2.8 — Effets à vie des programmes préscolaires et d'accompagnement parental Source : Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

Les programmes d'accompagnement parental et préscolaires produisent des effets durables jusqu'à l'âge adulte : avantage salarial de +25% à 22 ans, +37% à 31 ans (figure ci-dessus). Pour le **Ministère de la Jeunesse**, ces résultats constituent un argument de plaidoyer fort pour revendiquer un rôle dans la co-construction des programmes DIPE (Développement Intégré du jeune Enfant), en amont même de l'entrée dans les dispositifs d'insertion.

Sur le lieu de travail — cœur de mandat du Ministère



Source: Original figure for this publication.

Figure 4.x — Modalités d'apprentissage selon le statut d'emploi : agriculteurs, travailleurs indépendants, salariés Source : Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

La figure ci-dessus illustre que l'apprentissage sur le lieu de travail se décline différemment selon le statut d'emploi. En Côte d'Ivoire, où une large part de la main-d'œuvre jeune est absorbée par l'agriculture et l'informel, les recommandations suivantes relèvent directement du périmètre du **Ministère de la Jeunesse** :

- Consolider et étendre les programmes d'apprentissage formels dont les résultats sont désormais validés à grande échelle par la Banque Mondiale — première priorité opérationnelle.
- Investir dans la connectivité numérique des PME accueillant des jeunes apprentis : les entreprises mieux connectées forment davantage et performant mieux commercialement.
- Supprimer les barrières fiscales et réglementaires à la croissance des entreprises d'accueil, qui freinent les opportunités d'apprentissage en cours d'emploi.
- Faciliter l'accès des jeunes femmes au marché du travail via des solutions de garde d'enfants accessibles — recommandation directement actionnable par le **Ministère de la Jeunesse** dans le cadre de ses politiques d'égalité d'accès à l'emploi.



Box 4.5 / Figure B4.5.1 — Le cycle vertueux du capital humain et des emplois de qualité Source : Banque Mondiale, Building Human Capital Where It Matters (2026)

Le cycle vertueux illustré ci-dessus — plus de capital humain → croissance des firmes → plus d'emplois qualifiés → incitation à investir davantage — synthétise l'argumentaire central du rapport. Il offre au **Ministère de la Jeunesse** un cadre conceptuel robuste pour structurer son plaidoyer budgétaire : tout investissement dans la formation des jeunes génère un retour mesurable sur la croissance et l'emploi.

Signal de veille — Ministère de la Jeunesse : la Banque Mondiale disposant désormais de preuves sur la Côte d'Ivoire, toute revue de portefeuille ou toute mission d'évaluation conduite en CIV dans les prochains 24 mois est susceptible de s'appuyer sur ce rapport pour calibrer les conditionnalités de financement des programmes jeunesse. Le Ministère doit anticiper et maîtriser ce cadre de référence.

IV. POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE RÉGIONAL — CIV FACE À L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL

Le tableau comparatif ci-dessous synthétise les différentiels de positionnement entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger). Il éclaire la valeur relative de la reconnaissance accordée par la Banque Mondiale au **Ministère de la Jeunesse ivoirien** dans ce contexte de compétition régionale pour le leadership en Afrique de l'Ouest :

Dimension	Côte d'Ivoire	AES (Mali / BF / Niger)
Consultation BM en présentiel	✓ 1 des 7 pays mondiaux — Min. Jeunesse acteur	✗ Absents
Modèle cité pour apprentissage jeunesse	✓ Résultats probants validés à grande échelle	✗ Non documentés
Alignement agenda capital humain BM	✓ Partenariat actif, données disponibles	✗ Rupture ou gel des programmes BM/FMI
Cadre institutionnel emploi des jeunes	✓ Min. Jeunesse + AGEFOP + FDFP opérationnels	▼ Désorganisation post-coup, budget sécurité

Ancrage institutionnel international	✓ PSE, Sciences Po, OCDE, Harvard University	✗ Réorientation vers partenaires alternatifs
Trajectoire capital humain 15–24 ans	▲ Défis partagés + progrès documentés BM	▼ Instabilité, dégradation des services jeunesse

Le rapport rappelle explicitement qu'aucun pays n'a jamais connu de périodes soutenues de croissance économique ou de réductions significatives de la pauvreté sans investir dans le capital humain. Ce verdict, documenté à l'échelle mondiale, contraste directement avec le tournant des juntes sahéliennes, qui ont subordonné la gouvernance sociale — et notamment les politiques jeunesse — à l'agenda sécuritaire et militaire.

Signal de veille — Ministère de la Jeunesse : dans le contexte de rivalité CIV/AES, la validation BM des programmes ivoiriens d'emploi des jeunes constitue un argument de différenciation internationale de premier plan. Le Ministère dispose d'un avantage comparatif documenté et citable dans toute conférence régionale, toute mission de coopération ou tout dialogue politique multilatéral.

V. CONCLUSION — RÔLE CENTRAL DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Il convient d'établir ici un lien analytique précis : le rapport de la Banque Mondiale ne mentionne pas nominalement le Ministère de la Jeunesse de Côte d'Ivoire. Aucun ministère ivoirien n'est cité dans le corps du texte. Les consultations en pays ont associé des représentants gouvernementaux sans désignation institutionnelle précise dans la publication finale.

Cependant, le volet du rapport qui concerne directement la Côte d'Ivoire — les programmes d'apprentissage professionnel à grande échelle ayant produit des gains mesurés en compétences et en revenus pour les jeunes — relève précisément du périmètre institutionnel du **Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes**, conjointement avec le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage.

En Côte d'Ivoire, la politique nationale d'apprentissage formelle (PROJEUNE, programmes FDFP, dispositifs AGEFOP) est co-pilotée par ces deux ministères. Les interventions citées positivement dans le rapport — transition des apprentissages informels vers des contrats formels de 12 à 24 mois avec subventions, placement en entreprise et certification — correspondent exactement aux orientations stratégiques portées par le **Ministère de la Jeunesse** depuis la réforme de la politique nationale d'emploi des jeunes de 2019–2022.

En conclusion analytique de veille : lorsque la Banque Mondiale valide, dans un rapport phare mondial de 164 pages, les résultats des programmes d'apprentissage professionnel ivoiriens, elle valide de facto les politiques portées par le Ministère de la Jeunesse. Ce dernier est le bras opérationnel de la stratégie nationale qui a permis à la Côte d'Ivoire d'être citée aux côtés de la Colombie et du Nigéria comme exemple de bonne pratique exportable. Cette reconnaissance institutionnelle, même indirecte, constitue un actif de communication et de négociation de premier ordre pour le Ministère, tant vis-à-vis des partenaires bilatéraux et multilatéraux que dans le cadre du leadership régional ouest-africain.

Recommandation de veille : le Ministère de la Jeunesse devrait envisager de formaliser sa référence à ce rapport dans ses communications officielles, ses documents de politique générale et ses présentations aux partenaires, en citant explicitement la validation par la Banque Mondiale des résultats de ses programmes d'apprentissage. Cette capitalisation documentaire renforce sa légitimité institutionnelle à l'échelle internationale.

Analyste Senior Veristore

Veille Stratégique Internationale — Ministère de la Jeunesse, CIV
Mai 2026 — Réf. NA-CIV-BM-2026-001